

INDE : FICHE PAYS – OCTOBRE 2023



Catégorie OCDE (2017) : 3/7

Notes agences (SP / Moody's / Fitch) : BBB-/Baa3/BBB-

Monnaie locale : roupie indienne (INR) / Régime de change : flottant administré

Horizon neutralité climat : 2060

FORCES

- Taille du marché interne
- Secteur de services de pointe
- Amélioration de l'environnement des affaires
- Dette externe faible, réserves en devises confortables

FAIBLESSES

- Dépendance énergétique
- Infrastructures défaillantes
- Système bancaire fragile
- Pauvreté, inégalités, chômage

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance indienne atteint +7,2% pour l'exercice budgétaire terminé en mars 2023. Les perspectives de croissance pour l'exercice budgétaire en cours (FY 2023/24) restent bien orientées, mais plus modérées, comprises entre 6,3% et 6,6%. Le dynamisme du secteur des services et les dépenses publiques ont favorisé l'activité au 1^{er} trimestre de l'exercice budgétaire à +7,8% en g.a (après +6,1% en g.a. le trimestre précédent). L'évolution de l'inflation, le tassement de la demande mondiale, ainsi que l'impact décalé des hausses de taux d'intérêt sur l'investissement et la consommation pourraient cependant limiter la croissance dans les trimestres à venir.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le gouvernement poursuit dans la voie d'une réduction progressive du déficit public. Il prévoit ainsi de ramener le déficit à 5,9% du PIB pour l'exercice budgétaire en cours (après 6,4% et 6,8% du PIB lors des deux précédentes exercices). Malgré la hausse des dépenses en investissements (prévues à 3,3% du PIB), le gouvernement compte sur la baisse des dépenses courantes, ainsi que des subventions (engrais, alimentaires) pour réduire son déficit. Le ratio dette/PIB reste resterait relativement stable (autour de 82% du PIB) favorisé par le rebond de l'activité, malgré la hausse de la dette nominale. Libellée en monnaie nationale (environ 96% du total), donc peu sensible à une dépréciation de la roupie indienne face au dollar, la dette publique indienne dispose d'une maturité moyenne supérieure à 8 ans ce qui limite le risque de refinancement.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le niveau de vulnérabilité externe en Inde a eu tendance à s'accroître dans un contexte de hausse du déficit courant, tirée par la hausse du coût de l'énergie (1^{er} poste d'importation du pays) ce qui a contribué en partie à la dépréciation de la roupie (environ 10%) face au dollar en 2022. La monnaie indienne n'a pas encore retrouvé son niveau de 2021 compte tenu de la poursuite du resserrement des taux américains et d'un déficit courant qui s'améliore, mais reste élevé. Les réserves de change restent confortables (583 Mds d'USD à mi-octobre 2023), mais affichent une baisse de 8,2% par rapport à janvier 2022, liée en partie aux interventions de la banque centrale sur le marché du change.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : l'amélioration des ratios bancaires se poursuit grâce aux diverses mesures de soutien mises en place par le gouvernement. Le taux de NPL a baissé à 3,9% en mars 2023 (contre 5% en sept. 2022) et l'exigence de capital minimum a été respecté par les banques.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le Premier ministre, Narendra Modi, devrait être reconduit pour un 3^{ème} mandat de 5 ans à la tête du pays lors des prochaines élections générales d'avril-mai 2024. L'élan de réformes structurelles, que connaît le pays depuis quelques années, devrait ainsi se poursuivre. Une montée des tensions sociales n'est cependant pas à écarter dans un contexte d'inégalités toujours prégnantes en Inde.
- **Climat des affaires** : Soutenu par les mesures mises en place par le gouvernement (unification de la TVA, ouverture de certains secteurs aux IDE, programme d'incitations fiscales), le climat des affaires est en amélioration.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité). Le pays s'est fixé 2 objectifs ambitieux dont 40% d'énergies non fossiles dans le mix électrique du pays d'ici 2030. L'assouplissement des règles en matière d'investissement étranger dans le secteur de l'extraction du charbon est toutefois source d'inquiétude dans la mesure où cela permettrait une hausse de la production nationale de charbon pouvant faire baisser les prix locaux.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

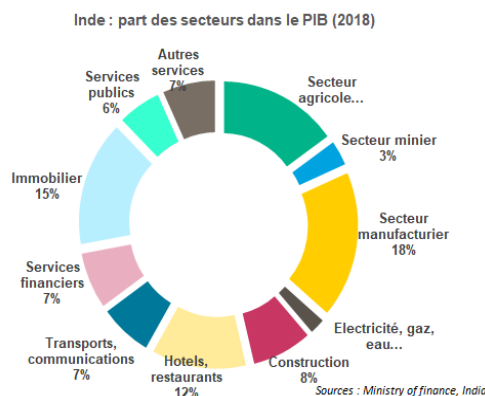
Principaux produits échangés Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Principaux partenaires commerciaux + France Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)					
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Huiles de pétrole	15,0%	Pétrole	32,2%	Etats-Unis d'Amérique	17,3%	Chine	14,8%
Diamants, articles de bijouterie	10,2%	Or, diamants	12,5%	Emirats arabes unis	7,6%	Etats-Unis d'Amérique	7,1%
Turboréacteurs, appareils de transmission	6,3%	Machines, appareils et matériels élect.	10,4%	Chine	5,3%	Emirats arabes unis	6,6%
Produits chimiques organiques	5,5%	Machines de traitement de l'information	8,7%	Hong Kong, Chine	3,3%	Arabie saoudite	5,4%
Médicaments	5,1%	Produits chimiques organiques	4,5%	France (17ème)	1,7%	France (30ème)	0,7%

Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

INDE	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	2 836	2 672	3 150	3 390	3 732	4 105
<i>Rang PIB mondiale</i>	7	7	6	7	6	6
Population (Mns)	1 383,1	1 396,4	1 407,6	1 417,2	1 428,6	1 441,7
<i>Rang Population mondiale</i>	2	2	2	2	2	2
PIB / habitant (USD)	2 050	1 913	2 238	2 392	2 612	2 848
Croissance PIB (%)	3,9	-5,8	9,1	7,2	6,3	6,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,8	6,2	5,5	6,7	5,5	4,6
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	71,0	71,0	68,1	62,3	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	75,0	88,5	83,8	81,0	81,9	82,3
Solde public (% PIB) ^D	-4,6	-9,1	-6,7	-6,4	-5,9	-4,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,9%	0,9%	-1,2%	-2,0%	-1,8%	-1,8%
IDE (% du PIB)**	2,1%	2,4%	2,3%	2,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	10,0	16,5	12,1	8,7	9,9	11,2
Dette extérieure totale (% PIB)*	20%	19%	18%	18%	18%	16%
Dette extérieure CT (% PIB)*	3,8%	3,9%	3,6%	3,8%	3,6%	3,5%
Taux de change***	70	74	74	79	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,4	15,6	14,8	15,8	NA	NA
Taux de NPL	9,2	7,9	6,5	4,8	NA	NA
ROE	2,8	7,3	9,9	12,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	111	107	111	109	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	77	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	100	95	95	95	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	134	131	131	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	21	12	10	13	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D: part du gouvernement central.





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Prévision de croissance revue à la hausse**
La croissance indienne a atteint 7,2% pour l'exercice budgétaire 2022/23 (terminé en mars 2023), après 9,1% sur l'exercice précédent.

Pour l'exercice budgétaire en cours (2023/2024) qui se termine en mars 2024, les perspectives de croissance sont désormais comprises entre +6,3% et +6,6% selon les dernières prévisions¹ (contre 5,8% et 6% en début d'année).

L'activité économique a été plus dynamique qu'anticipé au T1 2023 de l'exercice budgétaire en cours (avril 2023-juillet 2023) à +7,8% en g.a (après +6,1% en g.a. le trimestre précédent), tirée par le dynamisme du secteur des services et les dépenses publiques d'investissements.

L'activité est cependant prévue un peu plus modérée sur les prochains trimestres dans un contexte de reprise des tensions inflationnistes (cf. graphique ci-dessous) qui pourrait affecter la consommation des ménages, d'autant plus que le chômage a tendance à progresser².

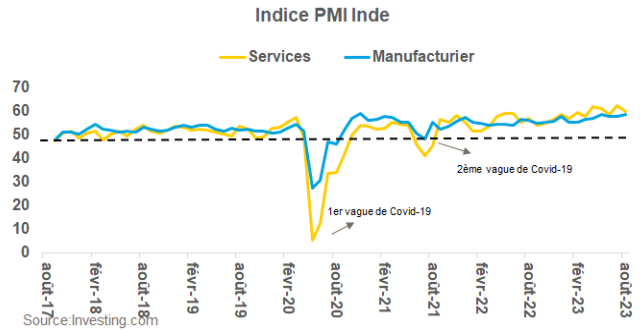
D'autres facteurs sont par ailleurs susceptibles de limiter la croissance : le tassement de la demande mondiale, l'impact décalé des hausses de taux d'intérêt³ sur l'investissement et la consommation, ainsi que les perspectives d'une moisson décevante si le phénomène climatique El Nino venait à affecter les rendements des cultures.

A noter cependant que la hausse du prix de l'énergie (bien qu'en partie contenue grâce aux importations de pétrole de Russie à bas prix⁴), ainsi que la remontée de l'inflation n'ont pas franchement entamé les indicateurs de confiance dans les services et l'industrie manufacturière, qui restent bien orientés (cf. graphique ci-dessous).

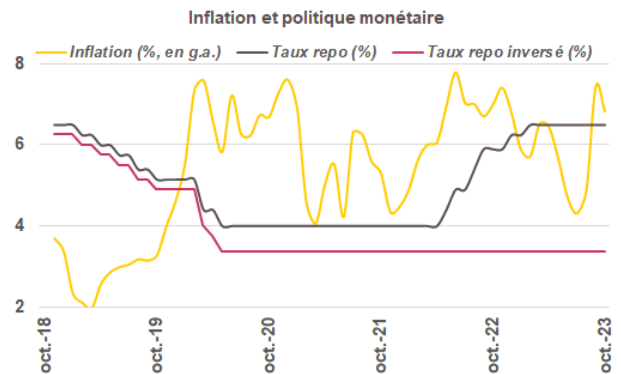
¹ La banque centrale (RBI) prévoit une croissance à 6,5% pour l'exercice budgétaire en cours (prévision août. 2023), tandis que le FMI a revu à la hausse de 20 pbs sa prévision de croissance à 6,3% en octobre (contre 6,1% en juillet). L'agence S&P est un peu plus optimiste et prévoit une croissance à 6,6% pour l'Inde (prév. octobre 2023).

² Le taux de chômage atteint 8% en juillet 2023 (contre 6,8% sur la même période l'an passé), selon les données du CMIE.

³ La Banque centrale indienne a réhaussé une nouvelle fois son taux repo de 25pbs à 6,5% en février.



- **Une inflation persistante, mais en diminution**
En 2022, l'inflation est répartie à la hausse en raison de la forte hausse des prix mondiaux des matières premières et des pressions sous-jacentes de la demande. Elle avait atteint 6,7% en g.a. en moyenne en 2022, soit au-dessus de la cible de 4% (+/-2%). Dans ce contexte, la RBI avait alors relevé son taux directeur (repo) de 225 pds à 6,25% en 2022. Une nouvelle hausse de 25pds est intervenue en février 2023, portant depuis le taux directeur à 6,5%. Sur les 9 premiers mois de 2023, l'inflation moyenne a eu tendance à diminuer à 5,7% en g.a. (contre 6,9% en g.a. sur la même période l'an passé), mais reste dans la limite supérieure de la cible. La banque centrale devrait ainsi maintenir son taux d'intérêt inchangé jusqu'à la fin de cette année.



Source: Reserve Bank of India

- **L'amélioration des ratios bancaires se poursuit**

Tous les efforts entrepris par le gouvernement indien (recapitalisation, restructuration des banques publiques⁵, ouverture de capital, création d'une entité

⁴ Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, la part du pétrole brut russe dans le volume total importé de pétrole par l'Inde serait passé d'environ 1% en 2021 à 20% en juin 2022 et à 40% en avril 2023, selon la presse: <https://www.lesechos.fr/monde/asia-pacifique/linde-importe-toujours-plus-de-petrole-russe-a-prix-brade-1948792#:~:text=Au%20mois%20de%20mai%2C%20l'ord%20du%20mois%20d'avril>

⁵ Depuis 2011, le secteur bancaire indien avait en effet été fragilisé par la détérioration du bilan des entreprises qui s'est traduit par une dégradation des actifs du secteur. Le



pour absorber une partie des créances douteuses...) **semblent porter ses fruits**. Selon le rapport de la banque centrale (juin 2023), **les capitaux propres du secteur bancaire rapportés aux actifs pondérés des risques sont en amélioration** à 17,1% en mars 2023 (contre 16,8% en mars 2022). **Toutes les banques auraient par ailleurs satisfait à l'exigence de capital minimum réglementaire** de 11,5%, ainsi qu'à l'exigence de ratio de fonds propres de base de 8%. **Le taux des prêts non performants bruts affiche également une nouvelle amélioration** avec une baisse à 3,9% en mars 2023 (contre 5% en septembre 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Poursuite de l'objectif de réduction du déficit public**

Le déficit public du gouvernement central pour l'exercice 2022/23 (terminé en mars 2023) a **atteint 6,4% du PIB** (contre 6,7% du PIB lors de l'exercice précédent). Il demeure encore supérieur au niveau d'avant crise sanitaire (3,7% en moyenne sur la période 2016 à 2019).

La baisse du ratio déficit public/ PIB est liée à la croissance du PIB nominal, une baisse du taux des dépenses publiques, ainsi que d'un niveau de recettes fiscales plus élevée qu'anticipé. La collecte de la taxe sur les produits et services (GST) a en effet progressé de 22% à 220 Mds d'USD comparés à l'exercice précédent et le recouvrement de l'impôt direct a atteint 195 Mds d'USD (contre 182 Mds d'USD prévus initialement par le gouvernement).

Pour l'exercice budgétaire 2023/24 (en cours jusqu'en mars 2024), malgré les élections générales prévues au printemps 2024, le budget est resté prudent. **Le gouvernement prévoit en effet un déficit de 5,9% du PIB et a réaffirmé son engagement de ramener le déficit du gouvernement central à 4,5% du PIB (ou en dessous), à l'horizon 2025/26**.

Les dépenses d'investissements dans les infrastructures restent prioritaires et devraient représenter 3,3% du PIB (contre 2,7% du PIB lors de l'exercice précédent). Les secteurs du chemin de fer et les routes seraient les principaux bénéficiaires.

Ces dépenses seraient financées en partie par la diminution des dépenses courantes, les recettes supplémentaires liées à la diminution des subventions (engrais, aides alimentaires), **ainsi que par les émissions de titres de l'Etat fédéral**.

- **Une dette publique essentiellement domestique**

La dette publique indienne, stable sur les dernières années autour de 70% du PIB en moyenne (entre 2016 et 2019), a **atteint 88,5 % du PIB sur l'exercice**

gouvernement a annoncé un plan de recapitalisation des banques publiques en octobre 2017 et un processus de restructuration des banques a également été mis en place.

budgétaire 2020/21 en lien notamment avec le repli temporaire du PIB.

Le ratio dette/PIB **tend depuis à diminuer** favorisé par le rebond de l'activité **mais reste au-dessus de son niveau d'avant crise covid**. Pour l'exercice 2021/22 terminé en mars 2022, le taux d'endettement est revenu à près de 84% du PIB et celui de l'exercice 2022/2023 clôturé en mars 2023 atteint 81% du PIB. **Pour l'exercice en cours (FY 2023/24), le budget fédéral prévoit une nouvelle hausse de la dette nominale d'environ 11%⁶**. Le ratio dette/PIB afficherait une légère hausse à un peu moins de 82% du PIB et continuerait d'augmenter lors du prochain exercice.

La dette est **principalement libellée en monnaie nationale** (environ 96% du total), donc **peu sensible à une dépréciation de la roupie indienne face au dollar**, elle dispose d'une maturité moyenne supérieure à 8 ans ce qui limite le risque de refinancement et l'exposition aux non-résidents est très limitée puisque seuls environ 5% du total de la dette serait détenue par les non-résidents.

La dette publique devrait se stabiliser autour de 80,5% du PIB à l'horizon 2028/2029, selon les prévisions du FMI. Elle resterait **supérieure au ratio limite de dette/PIB préconisé par le Fiscal Responsibility and Budget Management (FRBM Committee Report) qui est à 60%**.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Prévision de légère amélioration du déficit courant en 2023/24**

La balance commerciale indienne est structurellement déficitaire. **Les exportations de biens** (articles de bijouterie, textiles, métaux, produits agricoles et chimiques) **ne compensent pas les besoins d'importations, d'énergie principalement** (pétrole et dérivés), **mais aussi d'or**.

Les exportations de services se concentrent notamment sur la haute technologie et compensent en partie le déficit commercial. Les transferts de travailleurs expatriés constituent également une ressource importante pour couvrir une partie du déficit de la balance courante.

Après avoir affiché temporairement un excédent du solde courant de +0,9% du PIB lors de l'exercice budgétaire terminé en mars 2021 **couvrant la crise sanitaire, le solde courant est redevenu déficitaire à hauteur de 1,2% du PIB** (exercice 2021/22) lié au retour à la normalité de la demande interne. Il s'est inscrit à 2% du PIB lors de l'exercice suivant (FY 2022/23), tiré par la hausse du coût de l'énergie.

⁶ <https://www.indiabudget.gov.in/doc/rec/annex9.pdf>



Pour l'exercice budgétaire en cours (FY 2023/24), le **déficit devrait afficher une légère amélioration, prévu à 1,8% du PIB**. Sur les 5 premiers mois de l'année budgétaire (avril à août 2023), le déficit de la balance commerciale (biens et services) s'est réduit à 37,4 Mds d'USD (contre 60,3 Mds d'USD sur la même période l'an passé), favorisé par une baisse plus importante des importations (10,4% par rapport à l'an passé), contre une baisse de 5,2% pour les exportations.

- **L'Inde reste parmi les 10 premières destinations d'IDE au monde**

L'Inde demeure l'une des principales destinations d'IDE au niveau mondial. Selon la CNUCED, le pays a été la 8^{ème} destination des IDE en 2022 ayant reçu 49 Mds d'USD de flux d'IDE entrants en 2022⁷. Les réformes structurelles entreprises par le gouvernement du Premier ministre Modi depuis son arrivée au pouvoir en 2014, ainsi que les mesures visant notamment l'ouverture des secteurs de l'économie à l'investissement étranger (secteur financier, médias numériques, assurances...)⁹, ainsi que son plan de relance des infrastructures, semblent porter leurs fruits.

- **Une dette externe faible**

La dette externe indienne est faible, estimée à près de 629,1 Mds d'USD en juin 2023 (18,6% du PIB en 2022), dont près de 20% du total pour la dette publique (part du gouvernement central). **Les réserves en devises** restent très confortables à 583 Mds d'USD en octobre 2023, **couvrent ainsi la quasi-totalité de la dette externe du pays.**

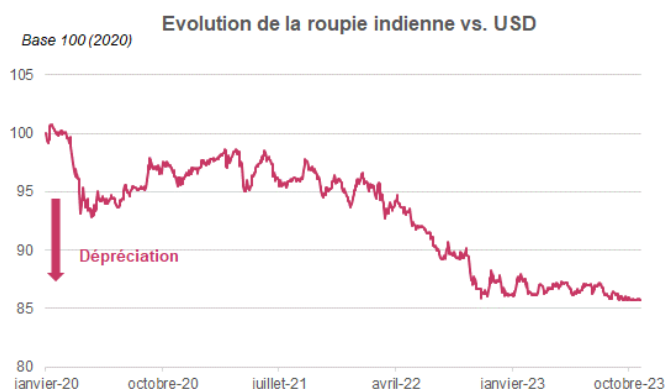
- **Hausse des taux américains et déficit courant persistant devraient maintenir les pressions baissières sur la monnaie**

En 2022, la roupie a eu tendance à se déprécier régulièrement (cf. graphique ci-dessous) et a perdu près de 10% en moyenne face au dollar. L'inflation persistante, la hausse des taux américains, les sorties des capitaux enregistrées au début de l'année, ainsi que la dégradation du solde courant dans un contexte de hausse des prix de l'énergie ont contribué à la dépréciation de la monnaie.

Sur les 10 premiers mois de 2023, la roupie est restée volatile, mais n'a pas décroché comme en 2022, et s'échangeait en moyenne à 82,3 INR pour 1 USD. Elle n'a pas retrouvé son niveau de 2021 compte tenu de la poursuite du resserrement des taux américains et d'un déficit courant qui reste élevé.

⁷ Source : [CNUCED](#)

⁹ Dès le mois d'août 2019, le gouvernement avait annoncé un assouplissement des normes relatives aux investissements étrangers dans divers secteurs d'activité. Il autorise désormais l'entrée d'IDE à hauteur de 100% dans les activités liées à l'extraction du charbon et activités connexes, la fabrication en sous-traitance, les télécommunications, les structures publiques opérant dans les secteurs du pétrole et du gaz. La loi de finances



Sources : Banques centrales, Reuters Datastream

La banque centrale (RBI) reste vigilante et devrait continuer à intervenir sur le marché du change, si besoin, afin qu'une appréciation/dépréciation de la monnaie se fasse de manière ordonnée.

Les réserves de change de la banque centrale demeurent satisfaisantes à 583 Mds d'USD à mi-octobre 2023 (mais en baisse par rapport à janvier 2022 ou elles s'élevaient à 635 Mds d'USD). Les réserves offrent à la banque centrale la possibilité de continuer à intervenir sur le marché du change pour soutenir la monnaie, si besoin.

L'évolution de la roupie restera très dépendante de l'évolution de la politique monétaire américaine et du solde courant, fortement dépendant du prix de l'énergie (pétrole en particulier).

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- **Elections générales prévues en avril/mai 2024**

Elu en 2014 et reconduit à la tête du pays en 2019, le premier Ministre indien Narendra Modi et son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP) font campagne pour un 3^{ème} mandat de 5 ans.

Le parti au pouvoir semble bien positionné pour remporter les prochaines élections générales, favorisé notamment par la fragmentation des partis de l'opposition. Narendra Modi devrait ainsi pouvoir entamer un 3^{ème} mandat, d'autant plus qu'il semble disposer d'une cote de popularité parmi les plus élevées au niveau mondial (taux d'approbation de 76%)¹⁰.

2020/21 prévoit par ailleurs un relèvement de la limite autorisée pour les IDE dans le domaine de l'assurance (de 49% à 74%).

¹⁰ Source : Presse locale

<https://www.hindustantimes.com/india-news/pm-modi-remains-most-popular-global-leader-with-76-rating-rishi-sunak-at-survey-101694785952120.html>



Le gouvernement devrait ainsi pouvoir poursuivre son élan de réformes structurelles¹¹ et son plan de relance d'infrastructures. Le risque social restera cependant à surveiller dans un contexte d'inégalités toujours prégnantes en Inde, d'un discours pro hindouiste du gouvernement pouvant attiser des tensions toujours existantes entre certains groupes religieux et communautaires.

Sur le plan commercial, l'Inde a relancé des négociations commerciales avec plusieurs pays dont l'UE, les Etats-Unis et le Royaume Uni. Le pays a signé un accord de libre-échange avec les Emirats Arabes Unies (février 2022)¹². L'Inde a aussi repris les négociations pour un accord de libre-échange avec le Canada. Un accord d'investissement avec les Etats-Unis¹³ (4 Mds d'USD), ainsi qu'avec le Japon¹⁴ (42 Mds d'USD) ont également été conclus.

- **Tensions régionales présentes**

Malgré les différends¹⁵ qui peuvent exister entre les deux puissances d'Asie, l'Inde et la Chine, les dirigeants des deux pays ont conscience de leurs intérêts économiques et commerciaux communs notamment face aux tensions commerciales avec les Etats Unis. La Chine et l'Inde sont par ailleurs de plus en plus interdépendantes économiquement (échanges commerciaux, accords concernant la sûreté maritime.).

Les relations avec le Pakistan restent tendues autour de la question du Cachemire. Chacun des deux États revendique le contrôle de la totalité de cette province peuplée à 80 % par des musulmans, dont chacun a « arraché » une partie : le nord pour le Pakistan, le sud pour les Indiens.

En termes d'intégration régionale, l'Inde fait partie du nouveau partenariat économique en Asie Pacifique¹⁶ annoncé par le président américain Joe Biden lors du sommet du Quad (mai 2022). Ce partenariat regrouperait 13 pays, dont l'un des objectifs serait la réorganisation des chaînes de valeur (hors Chine).

- **L'environnement des affaires en amélioration**

¹¹ Depuis quelques années, l'Inde a mis en place un ensemble de réformes structurelles visant notamment à la flexibilisation du marché de l'emploi, à l'assouplissement des règles en matière d'IDE, l'ouverture du secteur bancaire et des assurances, entre autres).

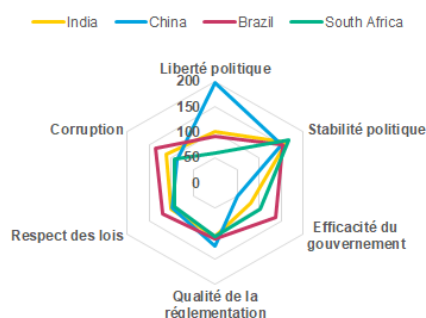
¹² L'accord de libre-échange prévoit de réduire les droits d'importation sur la majorité des exportations indiennes vers le E.A.U. Il s'agirait du premier accord commercial majeur mis en œuvre par le gouvernement Narendra Modi après son arrivée au pouvoir en 2014.

¹³ Il s'agirait d'investissements américains sans le domaine de la santé, l'énergie renouvelable, le financement des PME notamment.

¹⁴ Les investissements japonais s'étalent sur une période de 5 ans. L'Inde et le Japon ont également signé des différents accords

L'Inde rencontre des lacunes persistantes en termes de gouvernance, avec une faible qualité de la réglementation et un degré élevé de corruption, selon les indicateurs de la banque mondiale. L'environnement des affaires, soutenu par les mesures entreprises par le gouvernement telles que la mise en place de la TVA unique qui facilite le paiement des taxes et impôts par les entreprises, ainsi que l'ouverture de certains secteurs aux investisseurs privés (locaux et étrangers) est en amélioration. A noter par ailleurs que le pays reste l'une des destinations privilégiées des IDE.

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



5. POLITIQUE CLIMAT

Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité, Cf. graphique ci-dessous), du pétrole pour les transports et dans l'industrie, ainsi que la biomasse pour le chauffage résidentiel et la cuisson.

Concernant les énergies renouvelables, l'Inde s'est fixé 2 objectifs ambitieux portant sur la puissance installée : 227 GW de capacités renouvelables à l'horizon 2022 et 40% d'énergies non fossiles dans le mix électrique du pays d'ici 2030. Ces deux objectifs font partie des engagements pris par l'Inde dans le cadre des accords de Paris.

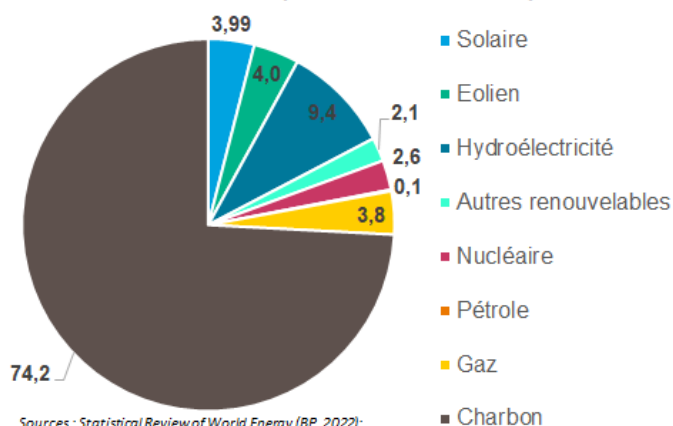
portant notamment sur la mise en place d'un partenariat autour des énergies renouvelables.

¹⁵ Il s'agit par exemple du conflit frontalier entre l'Inde et la Chine qui se disputent le contrôle de la région d'Aksai Chin, dans l'Himalaya. Région indexée par la Chine à l'issue de la guerre indo-chinoise de 1962 et que malgré la mise en place d'une ligne de démarcation, les pays s'accusent mutuellement d'avoir outrepassé leurs droits. Autre sujet de querelles, c'est l'activisme chinois dans l'océan indien où la Chine investit massivement dans la construction des infrastructures routières et portuaires sur les côtes pakistanaïses, sri lankaises, bangladaïses et birmanes. Alors que Pékin indique vouloir sécuriser ses routes d'approvisionnement énergétique, New Delhi parle d'une stratégie destinée à encercler le pays et contrôler les échanges indiens.

¹⁶ Il s'agit du *Indopacific Economic Framework (IPEF)*.



Inde : production d'électricité par sources, en % (2021=1713,74 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022);
Global and European Electricity review (Ember, 2022)

L'assouplissement en matière d'investissement étranger dans le secteur de l'extraction du charbon et des activités connexes est toutefois source d'inquiétude dans la mesure où cela permettrait une hausse de la production nationale de charbon pouvant faire baisser les prix locaux et par conséquent, de faire concurrence aux projets d'énergies renouvelables, dont le coût de production pourrait s'avérer plus important.

A noter toutefois que les émissions de gaz à effet de serre (GES), bien qu'en progression de +2,6% en moyenne par an, ont eu tendance à ralentir sur les cinq dernières années (2014-2018).



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.